



La campagne médiatique sur le piratage russe et la débâcle américaine en Syrie

Par [Andre Damon](#)

Mondialisation.ca, 10 janvier 2017

wsws.org 9 janvier 2017

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [SYRIE](#)

La publication vendredi de la version non classifiée du rapport par les agences de renseignement américaines a fourni des preuves supplémentaires que les accusations de piratage et de fuite des courriels du Parti démocrate lancées contre le gouvernement russe n'ont aucun fondement en fait.

Le rapport est dépourvu de preuve factuelle des allégations faites en octobre par la CIA et le directeur du Renseignement nationale, James Clapper, que la Russie a obtenu illégalement des documents du Comité national démocrate et du président de la campagne de Hillary Clinton, John Podesta.

Le *New York Times*, le promoteur le plus éhonté de la campagne anti-russe des médias, a été obligé d'admettre dans un article de vendredi soir que « ce qui manque dans le rapport public est ce à quoi beaucoup d'Américains s'attendaient à voir avec impatience : des preuves tangibles pour soutenir les affirmations des agences que le gouvernement russe a conçu l'attaque électorale ».

Il a ajouté : « Beaucoup à Washington s'attendaient à ce que les agences présentent un dossier public robuste pour effacer toute incertitude. Au lieu de cela, le message des agences consiste essentiellement à dire "faites nous confiance" ».

Le *Washington Post* a rapporté que la version classifiée ne contient de même « aucune bombe. »

Pourtant, les médias n'ont pas abandonné leur campagne de mensonges visant à faire pression sur le nouveau gouvernement Trump pour qu'il adopte une ligne plus agressive contre la Russie.

S'exprimant dans les émissions de débats du dimanche matin, les experts et les journalistes, en collaboration avec les républicains va-t-en-guerre Lindsey Graham et John McCain, ont cherché à dépeindre le rapport des services de renseignement comme une mise en accusation inattaquable de l'« ingérence » russe dans l'élection.

Dans le cadre de l'émission « Meet the Press » de *NBC News*, le sénateur Graham a exigé que le président élu Trump « fasse payer à la Russie un prix pour avoir tenté de s'immiscer » dans l'élection. Graham, qui vient de rentrer d'une tournée dans les pays baltes

limitrophes de la Russie, où les États-Unis déploient 4000 hommes supplémentaires, a déclaré : « Je veux une double riposte contre la Russie. Je veux plus de sanctions pour frapper [le président russe Poutine] plus dur [...] Nous voulons plus de formateurs sur le terrain, 365 jours par an, une présence militaire américaine permanente de formation dans les pays baltes, l'Ukraine et la Géorgie. »

Dans le débat après l'interview, le commentateur de *NBC News*, Andrea Mitchell, a déclaré que la Russie a transformé en « arme » l'information qu'elle aurait obtenue en piratant la direction du Parti démocrate. Le chroniqueur du *New York Times*, David Brooks, a proclamé, « Poutine est un type qui assassine des journalistes, qui a détruit le processus démocratique dans son propre pays, et maintenant tout d'un coup, il se sent libre d'essayer de le faire dans notre pays ».

La poursuite de l'offensive médiatique, présentant les allégations comme des vérités incontestables alors que le gouvernement n'a pas pu les étayer, souligne le fait que la campagne est motivée par des objectifs politiques non déclarés (et impopulaires), et non par une attaque étrangère contre le « processus démocratique » américain. Dès le début des accusations de piratage russes dirigées contre la campagne présidentielle de Hillary Clinton ont été faites il y a plus de cinq mois, l'objectif était d'ameuter l'opinion public en faveur d'une posture de plus en plus conflictuelle envers la Russie, en particulier en ce qui concerne la guerre civile en Syrie.

Depuis près de six ans, la CIA est engagée dans une campagne pour un changement de régime, de financement et d'armement de milices islamistes dans le but de renverser le président syrien Bachar al-Assad, seul allié arabe de la Russie au Moyen-Orient. En 2013, les prétentions fabriquées que le gouvernement syrien avait effectué des attaques à l'arme chimique ont été utilisées comme prétexte pour lancer une guerre aérienne à grande échelle contre Assad. Le président Obama, confronté à l'opposition populaire intérieure, les divisions au sein de l'*establishment* militaire, et le soutien en berne de ses alliés de l'OTAN, annula l'assaut aérien à la dernière minute.

Il y a peu de doute que des négociations aient été entamées entre la campagne de Clinton et le gouvernement Obama, et la planification bien avancée, pour une escalade militaire massive en Syrie à être lancée après la victoire électorale attendue de la candidate démocrate, qui avait le soutien public de secteurs dominants de l'établissement du renseignement. Durant la campagne, Clinton a demandé à plusieurs reprises l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne et d'autres mesures qui posaient un risque direct de conflit militaire avec les forces russes opérant en Syrie. Si Clinton avait gagné, il est probable que le gouvernement Obama serait déjà en train de mettre en œuvre des plans de guerre demandés par la CIA.

L'élection de Trump, qui a pris l'*establishment* politique par surprise, a semé le désordre dans ces plans. Et ce n'est pas parce que Trump est moins attaché à une politique de militarisme et de guerre. Son mantra « L'Amérique d'abord » représente une orientation vers l'imposition débridée des intérêts impérialistes américains par tous les moyens contre tous les rivaux pressentis. Cependant, Trump parle au nom d'une faction au sein de la classe dirigeante américaine et de l'État qui voit la Chine comme l'ennemi le plus immédiat et considère une escalade immédiate contre la Russie comme une distraction de la priorité qui est celle d'affronter Pékin.

Samedi, Trump a fait peu de cas du briefing des services de renseignement de la veille et

réitéré son scepticisme quant aux allégations de piratage russe avec le tweet, « Avoir une bonne relation avec la Russie est une bonne chose, pas une mauvaise chose ».

La campagne anti-russe a de nouveau déclenché une offensive de propagande à grande échelle quand il est devenu clair que les forces gouvernementales syriennes, soutenues par la puissance aérienne russe et les troupes iraniennes, étaient sur le point d'éjecter les forces islamistes soutenues par les États-Unis de leur dernier grand bastion urbain, Alep. C'est la défaite humiliante subie par les États-Unis à Alep qui explique en grande partie le caractère hystérique de la campagne post-électorale sur le piratage russe.

S'exprimant dans l'émission *Meet the Press* dimanche, le secrétaire sortant à la Défense Ashton Carter a fortement accrédité ce sentiment. Tout au long de l'entretien, le modérateur-propagandiste Chuck Todd a encouragé Carter, lui demandant si l'ingérence alléguée de la Russie dans l'élection était « un acte de guerre » et demandant de savoir si elle justifiait une « réponse militaire ». Il poussait Carter à répondre si oui ou non « le gouvernement a réagi trop tardivement pour punir les Russes. »

Carter a déclaré que la Russie avait « doublé la mise dans la guerre civile syrienne » et aurait agi pour « définir ses intérêts comme étant de contrecarrer les États-Unis » en Syrie, conduisant à ce dernier « acte d'agression contre notre démocratie même ».

Il y a quinze ans, des mensonges officiels concernant les armes de destruction massive irakiennes ont été utilisés pour entraîner le peuple américain dans la guerre, déclenchant la vague sans cesse croissante de bains de sang au Moyen-Orient. Le président George W. Bush, le vice-président Dick Cheney et leur cabale d'idéologues néoconservateurs firent de grands efforts pour fabriquer des preuves que l'Irak cherchait à produire des armes nucléaires.

La CIA est allée jusqu'à forcer un détenu, membre d'Al-Qaïda capturé en Afghanistan, à faire de fausses confessions sous la torture que l'organisation terroriste travaillait avec le gouvernement irakien pour mettre sur pied des camps d'entraînement terroriste, un mensonge répété par Colin Powell dans son discours de 2003 devant les Nations Unies pour justifier la guerre alors imminente contre l'Irak.

Les médias ont joué un rôle essentiel dans la diffusion des « preuves » du gouvernement Bush, y compris les articles de journalistes du *New York Times*, tels Judith Miller, qui fonctionnaient comme des porte-paroles pour la CIA.

De millions de personnes dans le monde savaient qu'il s'agissait de mensonges. Ils savaient que ce qui se profilait était une guerre pour le pétrole. Elles ont manifesté contre la guerre imminente par millions, entreprenant les plus grandes manifestations mondiales anti-guerre dans l'histoire de l'humanité.

Quinze ans plus tard, les mêmes types de mensonges sont accrédités par les porte-parole des médias pour le compte de l'appareil militaire et du renseignement.

Il est remarquable que bien que les méthodes actuelles soient les mêmes et que les cibles soient encore plus grandes, il n'y ait pas d'opposition organisée. Cela n'est pas dû à un soutien accru à la guerre. C'est en raison du rôle des organisations qui ont dirigé les manifestations il y a 15 ans, en utilisant leur influence à l'époque pour canaliser le sentiment anti-guerre derrière le Parti démocrate. Aujourd'hui, lorsque huit ans du

gouvernement Obama ont brisé tous les faux-semblants du Parti démocrate qui n'a jamais été autre chose qu'un parti de *l'establishment* du renseignement et de l'armée, les organisations de pseudo-gauche sont devenues elles-mêmes ouvertement pro-impérialistes et pro-guerre.

Andre Damon

Article paru en anglais, WSWWS, le 9 janvier 2017

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Andre Damon](http://wsws.org), wsws.org, 2017

Articles Par : **[Andre Damon](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca